

RÈGLEMENT DU SPANC

Chapitre 1er : Dispositions Générales

- 1) Objet du règlement.
- 2) Champ d'application territorial
- 3) Définitions et vocabulaire
- 4) Champ d'appartenance au service public d'assainissement non collectif
- 5) Nature du Service SPANC

Chapitre 2 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou occupant

- 6) Assainissement obligatoire des eaux usées
- 7) Assurer l'entretien et le bon fonctionnement des ouvrages
- 8) Déclaration des puits et captages
- 9) Etre présent ou représenté lors des contrôles
- 10) Suppression des anciennes installations
- 11) Redevable de la redevance

Chapitre 3 : Modalités de contrôle

- 12) Prise de rendez vous
- 13) Droit et devoir de l'agent
- 14) Transmission des rapports de visites

Chapitre 4 : Création ou réhabilitation d'un assainissement non collectif

- 15) Le dossier de déclaration de travaux
- 16) Le contrôle de la conception
- 17) Délai de validité du contrôle de la conception
- 18) Le contrôle de la réalisation
- 19) Document à fournir lors du contrôle réalisation

Chapitre 5 : Dispositif d'assainissement non collectif existant

- 20) Le diagnostic de l'existant
- 21) Le contrôle périodique de bon fonctionnement d'entretien
- 22) Délai pour effectuer une mise en conformité
- 23) Fréquence de contrôle
- 24) Le contrôle dans le cadre d'une vente
- 25) Documents à fournir lors des contrôles des ANC existants

Chapitre 6 : Dispositions financières

- 26) Redevance pour les contrôles
- 27) Redevance pour la prestation d'entretien
- 28) Sanction pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle
- 29) Modalités de recouvrement de la redevance

Chapitre 7 : Dispositions d'application

- 30) Voie de recours du propriétaire
- 31) Date d'application du règlement
- 32) Révision ou modification du règlement
- 33) Diffusion du règlement de service
- 34) Clauses d'exécution

Chapitre 1er : Dispositions Générales

1) Objet du règlement.

L'objet du présent règlement est de :

- Définir les conditions et modalités auxquelles sont soumises les installations d'assainissement non collectif.
- Déterminer les relations entre les usagers du Service Public d'Assainissement Non Collectif et ce dernier, en rappelant les droits et obligations de chacun.

2) Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble des communes du territoire du SIVOM du Louhannais pour les immeubles inscrits :

- En dehors du zonage d'assainissement collectif
- Dans le zonage d'assainissement collectif si ceux-ci ne sont pas encore desservis par le réseau d'assainissement collectif
- En dérogation de raccordement en zone d'assainissement collectif

Le présent règlement s'applique sur les communes "hors territoire", pour lesquelles une convention a été passée entre le SIVOM et les communes concernées.

3) Définitions et vocabulaire

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Assainissement Non Collectif : une installation d'assainissement non collectif assure la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R 214-5 du code de l'environnement.

Immeuble : dans le présent règlement, le mot « immeuble » est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil-home, caravane...) ou permanente (maison, habitation collective...), y compris les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat, non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

4) Champ d'appartenance au service public d'assainissement non collectif

Tout propriétaire d'immeuble non raccordable à un réseau d'assainissement collectif public est soumis aux conditions techniques et financières définies par le SPANC.

5) Nature du Service SPANC

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial, en vertu de l'article L2224-11 du code général des collectivités territoriales. Il assure le contrôle technique des installations d'assainissement non collectif conformément à l'article L2224-8 du même code et selon les prescriptions prévues par l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, cela comprend :

La vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des travaux pour les installations d'assainissement neuves ou réhabilitées.

Le diagnostic des installations existantes (première visite) puis à la visite périodique de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif.

Le SPANC possède également la compétence entretien. Il propose notamment la vidange des ouvrages d'assainissement non collectif par un professionnel agréé selon l'arrêté du 7 septembre 2009.

Chapitre 2 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou occupant

6) Assainissement obligatoire des eaux usées

Conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique, les immeubles non raccordés au réseau de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure régulièrement l'entretien et qu'il fait vidanger périodiquement par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

7) Assurer l'entretien et le bon fonctionnement des ouvrages

La vidange doit être effectuée aussi souvent que nécessaire. La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au journal officiel de la république française.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices du fabricant et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indique notamment les fréquences de vidange.

La vidange des ouvrages doit être effectuée par une personne agréée conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières issues des installations d'assainissement non collectif.

Afin de faciliter leur entretien, les ouvrages doivent rester accessibles.

8) Déclaration des puits et captage

Conformément à l'article L2224-9 du code général des collectivités territoriales, tout prélèvement, puits ou forage réalisé à des fins d'usage domestique de l'eau fait l'objet d'une déclaration auprès du Maire de la commune concernée.

Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau brute du captage est interdite à la consommation humaine.

9) Présence ou représentation lors des contrôles

Le propriétaire doit être présent ou se faire représenter lors du contrôle périodique de bon fonctionnement. S'il ne peut être présent, il devra joindre au SPANC une « autorisation de contrôle avec une tierce personne » au plus tard 24h avant la visite.

Le contrôle de conception pourra être réalisé avec le propriétaire ou son représentant désigné.

Le contrôle de réalisation sera réalisé soit avec le propriétaire soit avec l'artisan en charge des travaux.

10) Suppression des anciennes installations

L'article L1331-5 du code de la santé publique prévoit que "dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature, sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire."

Conformément à l'article L 1331-1 du code de la santé publique le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

11) Redevable de la redevance

Quelle que soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance.

La redevance pour le contrôle de la conception et de la bonne exécution sera exigible dès la première visite.

Chapitre 3 : Modalités de contrôle

12) Prise de rendez vous

Le SPANC peut être contacté par téléphone au 03.85.76.06.69, par mail spanc.louhans@orange ou par courrier adressé au SPANC 35 rue de la Quemine 71500 BRANGES.

Le particulier peut également rencontrer un agent du SPANC pour toutes questions réglementaires ou techniques directement au siège du SIVOM en prenant rendez-vous au préalable.

13) Droit et devoir de l'agent

Le code de la santé publique, dans son article L1331-11, confère aux agents du SPANC l'accès aux propriétés privées pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L.2224-8 du Code général des collectivités territoriales.

L'agent n'effectue pas le contrôle en cas de danger d'agression verbale ou physique.
Les animaux devront être tenus à l'écart lors de la visite.

Dans tous les cas où la sécurité de l'agent est mise en défaut, du fait du poids ou de la mise en œuvre de l'ouvrage, le contrôle ne sera pas effectué.

Si l'agent se retrouve dans l'impossibilité d'effectuer le contrôle, pour les raisons citées ci-dessus, l'agent relèvera cette impossibilité dans son rapport de visite.

L'agent est tenu de contrôler « a minima » les points cités à l'annexe I de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

14) Transmission des rapports de visites

A l'issue de chaque contrôle, le SPANC remet au propriétaire de l'immeuble un rapport de visite dans un délai qui n'excède pas 2 mois.

Les observations réalisées au cours d'un contrôle de bon fonctionnement ou de conception sont consignées dans un rapport adressé au propriétaire. Une copie sera transmise en Mairie et éventuellement à l'occupant.
Une copie pourra être adressée, à la demande du propriétaire, à son représentant, au maître d'œuvre ou, lors d'une vente, à l'agence immobilière et au notaire en charge de la transaction immobilière.

Les observations réalisées au cours d'un contrôle de réalisation sont consignées dans un rapport adressé au propriétaire. Une copie sera transmise en Mairie et à l'artisan en charge des travaux.

Chapitre 4 : Création ou réhabilitation d'un assainissement non collectif

15) Le dossier de déclaration de travaux

Tout propriétaire d'immeuble existant ou en projet, est tenu de s'informer auprès de sa commune du mode d'assainissement dont il dépend ; assainissement collectif ou non collectif.

Le propriétaire dont l'immeuble n'est pas raccordable au réseau public d'assainissement collectif doit informer le SPANC de ses intentions avant d'entreprendre tous travaux de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'ANC en envoyant au SPANC un dossier de travaux.

Ce dossier devra contenir la déclaration d'installation et/ou réhabilitation d'un ANC dûment complétée et signée accompagnée des différentes pièces servant à l'instruction du dossier.

Le SPANC examine le projet d'assainissement dès réception du dossier complet.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire la liste de pièces ou informations manquantes.

16) Le contrôle de la conception

L'étude du dossier fourni par le propriétaire est complétée par une visite sur site. Le SPANC contacte le propriétaire dès réception du dossier complet (déclaration de travaux complétée et signée + pièces constitutives)

Cette visite vise notamment à vérifier :

- L'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi.
- La conformité de l'installation envisagée au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 (modifié par arrêté du 7 mars 2012) relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/jour de DBO5 ou de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des dispositifs d'ANC recevant une charge de pollution organique supérieure à 1.2 kg/jour de DBO5 (soit 20 EH).

Le cas échéant une copie du rapport de conception devra être jointe à la demande de permis de construire.

17) Délai de validité du contrôle de la conception

La délibération du comité syndical en date du 26 juin 2012 fixe le délai de validité du contrôle conception à 3 ans à compter de la date du contrôle. Passé ce délai le projet sera considéré comme caduc.

Si le projet est modifié ou annulé, pendant la durée de validité, le propriétaire en informe le SPANC par courrier ou courriel.

En cas de non réalisation dûment justifiée du projet, l'utilisateur dispose d'un délai de 3 ans après la première visite, pour demander au SPANC le remboursement de la moitié de la redevance versée.

18) Le contrôle de la réalisation

Le contrôle de la réalisation a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet préalablement validé par le SPANC. La vérification est effectuée au cours d'une visite sur site pour laquelle le propriétaire, son représentant ou l'artisan en charge des travaux aura pris rendez vous avec le SPANC.

Le propriétaire choisit librement l'entreprise qu'il charge d'exécuter les travaux ou effectue les travaux lui-même.

Le contrôle de réalisation pourra être effectué avec l'artisan en charge des travaux en l'absence du propriétaire.

A l'issue de la vérification de l'exécution, l'agent du SPANC rédige un rapport dans lequel il consigne les observations réalisées au cours de la visite et où il évalue la conformité de l'installation.

Les installations neuves ou réhabilitées sont considérées comme conformes dès lors qu'elles respectent :

- Soit l'arrêté du 7 septembre 2009 (modifié le 7 mars 2012) fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5.
- Soit l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5.

En cas de non-conformité, l'agent précise la liste des aménagements ou modifications à effectuer par ordre de priorité. Le propriétaire ou son représentant, contacte le SPANC dès les modifications réalisées afin de les faire valider par Le SPANC lors d'une contre visite.

19) Documents à fournir lors du contrôle réalisation

Le propriétaire ou son représentant doit être capable de fournir les bons de livraisons des matériaux mis en œuvre pour la réalisation des travaux notamment :

- les bons de livraison et/ou factures du sable et gravier faisant apparaître la dénomination du matériau ainsi que les quantités livrées.
- le bon de livraison et/ou facture de la fosse faisant apparaître son volume.
- les bons de livraison et/ou factures des ouvrages constituant une filière agréée faisant apparaître les caractéristiques des produits.

Chapitre 5 : Dispositif d'assainissement non collectif existant

20) Le diagnostic de l'existant

Ce contrôle est un premier état des lieux des toutes les installations d'assainissement non collectif du territoire. Il consiste à :

- Vérifier l'existence d'une installation, conformément à l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique
- Constaté la modification de l'installation suite à la dernière visite de la commune.
- Vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation
- Vérifier l'adaptation de l'installation aux contraintes sanitaires et environnementales, au type d'usage, à l'habitation desservie et au milieu.
- Repérer les défauts d'accessibilité, d'entretien et d'usure.
- Evaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement
- Evaluer une éventuelle non-conformité de l'installation

Comme le précise le code général des collectivités territoriales ce sont les communes qui déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012. Puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Un diagnostic qui n'aurait pas été réalisé avant le 31 décembre 2012 pour quelque raison que ce soit sera traité comme un contrôle de bon fonctionnement à partir du 1^{er} janvier 2013.

21) Le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien

Après un premier diagnostic des ouvrages d'assainissements non collectifs sur son territoire, le SPANC effectue un contrôle périodique de bon fonctionnement dont la périodicité est fixée par le comité syndical.

Les points à contrôler « a minima » sont stipulés dans l'annexe I de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

22) Fréquence de contrôle

Toutes les installations qui doivent être contrôlées et/ou ont été contrôlées de 2007 à 2012 seront à nouveau contrôlées au moins une fois, dans le cadre du contrôle périodique de bon fonctionnement, du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2020, soit une période de 8 ans.

Pour que l'activité du service soit régulière, la fréquence du contrôle périodique de bon fonctionnement peut varier selon le type d'installation, ses conditions d'utilisation et les constatations effectuées par le SPANC lors du dernier contrôle conformément à l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

En tout état de cause, c'est le SPANC qui décide de la date du contrôle sur la période considérée, sans qu'aucune contestation de l'usager ne soit recevable.

23) Délai pour effectuer une mise en conformité

Le délai pour effectuer une mise en conformité est indiqué sur le rapport de visite.

Les critères d'évaluations qui permettent de déterminer une éventuelle non-conformité de l'installation existante et les délais de réalisation des travaux sont précisés dans l'annexe II de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Le délai de réalisation des travaux demandés au propriétaire de l'installation court à compter de la date de notification du document établi par le SPANC qui liste les travaux. Le Maire peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente. (Article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation)

24) Le contrôle dans le cadre d'une vente

Conformément à l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation, lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente.

Le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'article L1331-11-1 du code de la santé publique fait partie du dossier technique.

En l'absence de ce document en cours de validité, lors de la signature de l'acte authentique de vente, le vendeur ne peut pas s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante.

La mise en conformité est à la charge de l'acquéreur conformément à l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation.

Le délai pour effectuer une mise en conformité après la vente est stipulé dans l'article 23.

25) Documents à fournir lors des contrôles des ANC existants

Le propriétaire doit être capable de fournir tout élément probant permettant de vérifier l'existence d'un assainissement non collectif et de son entretien. Sont considérés comme élément probant :

- Factures détaillées du dispositif (Dimension, volume, matériaux,...)
- Justificatifs de vidange par un professionnel agréé
- Bordereau d'intervention dans le cadre d'un contrat d'entretien
- Plan de recollement
- Photos
- Anciens rapports du service d'assistance technique pour l'assainissement autonome (SATAA)

Chapitre 6 : Dispositions financière

26) Redevance pour les contrôles

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial ainsi conformément à l'article R2222-19 du code général des collectivités territoriales, tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement.

Le tarif de cette redevance est fixé par délibération du comité syndical.

Les redevances pour les contrôles d'assainissement non collectif sont dues par le ou les propriétaires de l'immeuble dès réception de la facture.

27) Redevance pour la prestation d'entretien

Le SPANC propose la vidange des installations d'ANC pour les usagers qui dépendent de son territoire.

L'usager qui effectue la commande d'une vidange auprès du SPANC, sera redevable de la redevance pour la prestation effectuée.

Les tarifs sont ceux indiqués sur le bon de commande en cours de validité.

La redevance pour l'entretien des installations d'ANC est exigible auprès de la personne morale ou physique qui commande la prestation.

28) Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

Comme le précise l'article L1331-11 du code de la santé publique, en cas d'obstacle mis à l'accomplissement de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, le propriétaire est astreint au paiement de la somme définie à l'article L1331-8 du même code avec une majoration de 100%.

29) Modalités de recouvrement de la redevance

Le recouvrement des redevances du service SPANC est assuré par le Trésor Public. Les modalités de paiement sont indiquées sur la facture. La facture est payable à réception, sans délai.

Tout redevable rencontrant des difficultés pour payer sa redevance pourra s'adresser au Trésor Public

Chapitre 7 : Dispositions d'application

30) Voie de recours du propriétaire

Tout rapport du SPANC peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois après sa réception.

Préalablement à la saisie des tribunaux, le propriétaire peut adresser un recours gracieux au SPANC.

Les différends entre le SPANC et ses usagers relèvent du droit privé et de la compétence des tribunaux judiciaires, notwithstanding toute convention contraire passée entre le SPANC et l'usager.

Toute contestation portant sur l'organisation du service relève de la compétence du juge administratif.

Le propriétaire peut effectuer par simple courrier une réclamation sur tout autre sujet. Le SPANC est tenu d'effectuer une réponse écrite et motivée dans un délai d'un mois.

31) Date d'application du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à dater de son approbation par le comité syndical du SIVOM du Louhannais.

32) Révision ou modification du règlement

La révision du présent règlement peut être décidée par le comité syndical du SIVOM du Louhannais et adoptée selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du SPANC pour leur être opposables.

33) Diffusion du règlement de service

Le règlement est adressé ou remis à chaque usager. Ce règlement est consultable dans les mairies des communes adhérentes au SIVOM du Louhannais, au siège du Service Public d'Assainissement Non Collectif - 35 rue de la Quemine - 71500 Branges et sur le site internet sivom-louhannais.fr.

34) Clauses d'exécution

Les représentants du SIVOM du Louhannais, autant que besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Règlement approuvé par délibération du conseil syndical du 30 janvier 2013.

La Présidente :

